

## AKTUELL

## AVORTEMENT

# Argumente retournés

David Wagner

**A l'occasion de son colloque international, le Planning familial a invité une représentante des « Catholics for Choice ». A l'aide d'arguments théologiques et non dogmatiques, elle combat les positions du Vatican.**

Le wort n'était pas présent. Pourtant, la conférence l'aurait certainement intéressé. Pour deux raisons : la première, parce que l'on y parlait d'avortement. La seconde, parce qu'une catholique irlandaise est intervenue. Le colloque international sur l'avortement, organisé par le Planning familial cette semaine à l'Université du Luxembourg a rassemblé un certain nombre de conférenciers et conférencières parfois bien originaux. A l'image par exemple de Gail Grossman-Freyne, thérapeute familiale et médiatrice, ainsi que membre de la section irlandaise de « Catholics for Choice ». Cette organisation internationale se présente comme faisant partie « de la grande majorité des croyants de l'Eglise catholique en dés-

accord avec les dictats du Vatican sur les sujets liés au sexe, au mariage, à la vie familiale et à la maternité ».

Grossman-Freyne n'a pas tourné longtemps autour du pot : « L'Eglise catholique est un groupe de pression puissant qui a un impact désastreux sur la vie des femmes ». Et de relever également, que, face à la grossesse et à l'avortement, c'est « la pauvreté qui fait la différence », égratignant au passage une Eglise dogmatique insensible aux réalités vécues par les êtres de ce bas monde. A ses yeux, le Vatican n'est de toute façon pas à confondre avec les fidèles.

Avant de rappeler que le Pape n'est infaillible que sur trois sujets (l'Immaculée conception, l'assomption de la Vierge et l'infailibilité même du Pape), Grossman-Freyne se lance dans un démontage systématique de la doxa vaticane sur la question de l'avortement. A la question de savoir si la position de l'Eglise sur la question serait intangible, elle répond le contraire. Au cours de son histoire, l'Eglise a glissé d'une « vision de la

perversité » vers une « vision ontologique ». En clair : jusqu'au 16<sup>e</sup> siècle, l'Eglise considérait l'acte d'avorter comme étant une conséquence d'un comportement sexuel condamnable, « pervers » donc. Ce n'est qu'à partir du 17<sup>e</sup> siècle qu'elle adopta une approche ontologique, conférant une personnalité au fœtus, et considérant par ce biais l'avortement comme un acte meurtrier. Cette évolution s'explique notamment - et paradoxalement - par les progrès de la recherche : lorsque les scientifiques de l'époque observaient à travers les premiers microscopes les oeufs d'animaux fertilisés et croyant y apercevoir des fœtus animaux minuscules, mais définitivement formés. Il faut également souligner que ni St Augustin, au 5<sup>e</sup> siècle, ni St Thomas d'Aquin au 13<sup>e</sup>, ne considéraient le fœtus au début d'une grossesse comme étant une personne humaine.

Hormis ces considérations historiques, Grossman-Freyne présente la philosophie de son organisation : « Si les Catholiques sont censés connaî-

tre les enseignements de leur foi, ils ne sont pas obligés de les suivre ». Et que, surtout, ils sont censés agir en accord avec ce que leur dicte leur conscience. Partant du fait qu'il existe une pluralité d'options au sein de l'Eglise catholique concernant l'avortement, elle souligne ainsi que les anti et pro-avortement peuvent coexister. Les pro-avortements ne seraient pas en conflit avec leur foi.

Se rangeant auprès des « gens ordinaires », les « Catholics for Choice » constatent aussi que la majorité de leurs coreligionnaires ne suivent pas les préceptes du Vatican. Sondages à l'appui, ils soutiennent que 61 pour cent des catholiques américains sont en faveur de l'avortement, tout comme une majorité de catholiques boliviens, colombiens et mexicains. Grossman-Freyne en conclut « qu'un grand nombre d'enseignements du Vatican ne sont simplement pas reçus par la majorité des croyants ». Au début de son intervention, elle avait affirmé que la position anti-avortement n'était qu'une position parmi d'autres dans l'Eglise. Il se pourrait qu'elle soit même une position minoritaire. Sauf à Rome, évidemment.

## LSAP

# Gut, besser, am Besten

Christiane Walerich

**Was hätte man anderes erwarten können - so kurz vor den Wahlen. Natürlich bilanzierte die LSAP die letzte Legislaturperiode durchwegs positiv.**

2004-2009 sei eine Legislaturperiode gewesen, die von schwierigen Tripartiteverhandlungen, großen Umwälzungen und Krisen geprägt war. „Wir hatten dennoch eine anständige Zusammenarbeit mit der CSV-Fraktion“, resümiert am Montag der Präsident der LSAP-Fraktion, Ben Fayot, der seiner Partei knapp sechs Wochen vor den Wahlen natürlich durchwegs positive Zensuren ausstellte. Jedoch müssten bei Koalitionspartnern manchmal auch Kompromisse eingegangen werden. So wäre die LSAP beispielsweise bei der doppelten Staatsbürgerschaft und dem Wohnungsbaupakt gerne et-

was weiter gegangen. Als größten Erfolg der Zusammenarbeit beider Parteien schätzt der Fraktionspräsident die Einführung des Einheitsstatuts und der Negativ-Steuer sowie die Verabschiedung des Euthanasie-Gesetzes ein.

Darüber hinaus habe die LSAP einiges in der Schulpolitik bewirkt. Dank der tatkräftigen Bemühungen von Ministerin Mady Delvaux-Stehres seien nicht nur Ganztagschulen eingerichtet und neue pädagogische Modelle entwickelt, sondern auch Anfänge bei der Schulreform gemacht worden. Im Gesundheitsbereich habe Minister Mars di Bartolomeo an der Konsolidierung der sozialen Sicherungssysteme gearbeitet und die Prinzipien der Gesundheitsförderung und Prävention als politische Richtschnur für den nationalen Gesundheitsplan

festgelegt. Durch die Einführung des Einheitsstatus habe auch die Fusion der privaten Krankenkassen und Berufskammern durchgesetzt werden können. Damit sei endlich die seit Jahrzehnten geforderte Zusammenlegung der Krankenkassen zu einer nationalen Gesundheitskasse erreicht worden, was die Steuerung des gesamten Gesundheitssystems wesentlich verbessern werde. Dass im Gesundheitsbereich aber noch vieles auf sich warten lässt, wie der bereits beschlossene Bau einer Fixerstube oder die Professionalisierung des freiwilligen Rettungsdienstes, um nur zwei Punkte zu nennen, ließ Fayot unerwähnt. Dagegen betonte er, dass die Lebensqualität der Luxemburger durch eine effiziente Umwelt- und Transportpolitik nicht nur erhalten, sondern verbessert worden sei. Auch

hier umging er allerdings die problematischen Sachverhalte, also z.B. die Tatsache, dass die vom Umweltminister Lucien Lux als Erfolg gefeierten CO<sub>2</sub>-Emissionssenkungen von 4,3 Prozent binnen eines Jahres, genau wie die Abwrackprämie, letztlich nur umweltpolitische Augenwischerei sind.

Im Hinblick auf die Wirtschaft stellte Fayot lediglich fest, dass Luxemburg noch nicht auf der Gewinnerseite sei und sich auf ein Defizit im Staatshaushalt einstellen müsse. Vor allem beim Bankgeheimnis sei man auch politisch unter Druck gesetzt worden. Jedoch seien die Angriffe aus dem Ausland stark demagogisch getönt und reichlich realitätsfern gewesen. Es fiel weiter auf, dass Fayot die Index-Frage in seiner Bilanzierung der Legislaturperiode mit keinem Wort erwähnte. Dabei war es die LSAP, die die Beschneidung der Kaufkraft der Bürger durch die Tripartite-Maßnahmen mitgetragen hat.